

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Transports, le 27 mars 1997, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'utilisation du gaz naturel comprimé (NGV) pour la propulsion des véhicules automobiles", a donné le 26 mai 1997 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 27 maart 1997 door de Minister van Vervoer verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het gebruik van samengedrukt aardgas (NGV) voor het aandrijven van auto's", heeft op 26 mei 1997 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION LIMINAIRE

A l'instar de ce qui a été prévu à l'article 37, § 4, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité (1), il s'impose de préciser qu'indépendamment des prescriptions de cet arrêté, les véhicules équipés d'un moteur alimenté au gaz naturel comprimé (N.G.V.) doivent répondre aux conditions fixées par arrêté royal.

Une disposition modificative particulière sera donc introduite dans le projet, à cet effet.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Intitulé

On écrira "N.G.V." plutôt que "NGV".

L'observation vaut pour l'ensemble du dispositif.

(1) publié au Moniteur belge du 28 mars 1968.

Préambule

Alinéas 1er et 2

On écrira :

"Vu l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, notamment l'article 37, § 4, modifié par l'arrêté royal du 21 décembre 1979;

Vu la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, notamment l'article 1er modifié par les lois des 18 juillet 1990, 5 avril 1995, 4 août 1996 et 27 novembre 1996;"

Alinéa 3

On reproduira l'intitulé exact de l'arrêté royal du 11 octobre 1995 fixant la répartition des compétences entre le Ministre des Transports, le Ministre de l'Intérieur et le Secrétaire d'Etat à la Sécurité, adjoint au Ministre de l'Intérieur (1). On écrira donc "Secrétaire d'Etat", non "Secrétariat d'Etat".

(1) publié au Moniteur belge du 29 novembre 1995.

Alinéa 4

L'article 1er, § 3, de la loi du 21 juin 1985 précitée n'impose pas que l'avis de la "commission administration-industrie" soit mentionné avec sa date. On omettra celle-ci.

Alinéa 5

On écrira :

"Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 14 mai 1996;".

Alinéa 6.

Le texte néerlandais de cet alinéa devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

DispositifArticle 2

Selon le fonctionnaire délégué, les dispositions du Règlement général pour la protection du travail, auxquelles l'article 2 fait référence, sont les articles 349 à 363 (prescriptions relatives aux récipients à gaz comprimés, liquéfiés ou dissous).

.../...

Comme le respect de ces dispositions s'impose en vertu de l'annexe A, qu'elles ne concernent pas toutes les installations et qu'aucune disposition du projet ne les modifie, les mots "ainsi qu'aux dispositions prévues par le Règlement général pour la protection du travail sauf si celles-ci sont modifiées par le présent arrêté" doivent, de l'accord du fonctionnaire délégué, être omis.

Article 3

Selon le fonctionnaire délégué, seuls les accessoires autres que le réservoir et pour lesquels l'annexe A le prévoit expressément devraient être contrôlés par des organismes spécialement agréés à cette fin par le ministre qui a le transport dans ses attributions. D'autre part, les organismes agréés par le ministre qui a l'emploi et le travail dans ses attributions, chargés d'agréer les réservoirs, seraient ceux agréés conformément à l'article 360 du Règlement général pour la protection du travail.

La disposition serait, dès lors, mieux rédigée comme suit :

"Art. 3 Les réservoirs sont agréés par les organismes agréés conformément à l'article 360 du Règlement général pour la protection du Travail.

Le ministre qui a le transport dans ses attributions agréé les organismes habilités à effectuer sur les accessoires autres que les réservoirs les épreuves, essais ou contrôles prévus à l'annexe A."

.../...

Article 4

1. La division d'un article se fait en paragraphes, non en "4.1" et "4.2".

L'observation vaut pour l'article 6.

2. Compte tenu des explications données par le fonctionnaire délégué, il est proposé de rédiger cet article comme suit :

"Art. 4 § 1er L'équipement N.G.V. ne peut être réalisé ou modifié que par un installateur agréé ou par une personne employant à cet effet un installateur agréé.

Le placement dans le véhicule ne peut être exécuté que par un installateur agréé ou sous la surveillance d'un installateur agréé.

Le ministre qui a les transports dans ses attributions ou son délégué agréé les installateurs aux conditions que ce ministre détermine.

L'agrément d'un installateur donne lieu au paiement d'une redevance de cinq mille francs.

§ 2 L'installateur ou la personne qui l'emploie délivre au propriétaire du véhicule, dans lequel il ou elle a placé ou modifié un équipement N.G.V., une attestation conforme au modèle prévu à l'annexe C.

.../...

L'attestation accompagne le véhicule en quelques mains qu'il passe."

Article 5

1. Par cette disposition, il est dérogé aux prescriptions de base figurant à l'article 2, afin de se conformer à l'avis de la Commission européenne. L'article devrait, dès lors, être inséré après cet article 2 et la numérotation des articles 3 à 4 modifiée.

2. De l'accord du fonctionnaire délégué, on remplacera les mots "satisfaisant à l'article 2 du présent arrêté" par les mots "satisfaisant aux articles 2, 4 et 5".

Article 6

1. De l'accord du fonctionnaire délégué, le délai de trente jours prévu à l'article 6.1.(devenant l'article 6, § 1er, alinéa 1er,) n'est destiné à s'appliquer qu'aux véhicules déjà mis en circulation, dans lesquels un équipement N.G.V. devrait être ultérieurement installé.

Mieux vaut le préciser.

On rédigera donc le paragraphe 1er comme suit :

"Art. 6 § 1er Tout véhicule automobile déjà mis en circulation, qui est ultérieurement équipé pour utiliser le N.G.V.

.../...

pour sa propulsion, doit être présenté à une station d'inspection automobile, dans les trente jours qui suivent le montage de l'équipement. Il en est de même chaque fois que l'équipement N.G.V. est modifié.

Dans la station d'inspection automobile, il est procédé à l'examen du montage de l'équipement et à la vérification de la validité des agréments des accessoires prévus à l'annexe A.

... (la suite comme au projet).".

2. L'article 6.2. (devenant l'article 6, § 2,) devrait être remanié en remplaçant le mot "réparateur" par le mot "installateur" et en s'inspirant de l'article 24, § 1er, alinéa 4, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, afin d'envisager d'autres hypothèses dans lesquelles le déplacement avec un certificat de visite portant la mention "véhicule non conforme à la réglementation N.G.V." doit être autorisé.

3. L'article 6.3 (devenant l'article 6, § 3, alinéa 2,) prévoit que "la durée de validité du certificat de visite est celle prévue à l'article 7, deuxième alinéa du présent arrêté".

.../...

L'article 7 ne comporte pas d'alinéa 2.

Puisque le droit commun est d'application, l'alinéa 2 précité est inutile et doit être omis.

Article 7

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 7 Sans préjudice de l'article 6, §§ 1er et 3, tout véhicule automobile équipé d'une installation N.G.V. pour sa propulsion doit être soumis, dans d'une station d'inspection automobile, à une vérification spécifique de l'installation N.G.V., chaque fois que le véhicule est soumis au contrôle technique prévu à l'article 23 de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité."

Article 9

De l'accord du fonctionnaire délégué, cette disposition doit être remaniée pour mieux distinguer les hypothèses dans lesquelles des redevances d'un montant différent seraient prévues.

.../...

Article 10

La première phrase de la disposition s'écrira :

"Art 10 Tout véhicule automobile utilisant le N.G.V. pour sa propulsion porte à l'arrière, d'une façon visible, une étiquette conforme au modèle établi à l'annexe D. Cette étiquette ...".

Article 11

On écrira "ne portant pas l'étiquette prévue, conformément l'article 10", plutôt que "ne possédant pas l'étiquette mentionnée à l'article 10".

Article 14 (devenant l'article 12)

La disposition devrait figurer avant l'article 12 du projet.

La rédaction suivante est proposée :

"Art. 12 En vue de permettre les essais que justifient l'évolution des techniques et de l'industrie, le ministre qui a les transports dans ses attributions peut accorder des dérogations dans la mesure nécessaire à ces essais.".

.../...

Article 12 (devenant l'article 13)

Les mots "notamment l'article 1er" doivent être omis.

Article 13 (devenant l'article 14)

A l'alinéa 2, la date du 1er juillet 1997 devra être adaptée en fonction de la date à laquelle l'arrêté sera signé et publié au Moniteur belge.

Article 15

On ajoutera les mots ", chacun en ce qui le concerne," entre les mots "chargés" et "de l'exécution".

ANNEXES

Observations générales

Dans les annexes A et B :

- 1° on mentionnera toutes les obligations en faisant usage de l'indicatif présent;
- 2° on évitera l'usage intempestif de majuscules, comme par exemple à la première lettre des mots "Arrêté royal" et "Européenne" dans l'annexe A, article 1.1, deuxième et troisième tirets;

.../...

- 3° on évitera d'indiquer des prescriptions qui sont superflues lorsqu'elles découlent déjà d'une autre réglementation, comme par exemple dans l'annexe A, article 1.1, deuxième tiret, in fine, où les mots "avec une capacité inférieure ou égale à 150 litres" peuvent être omis dans la mesure où ils font double emploi avec ce qui est prévu à l'article 1.2, in fine, de l'arrêté royal du 12 juin 1989 précité;
- 4° on veillera à la cohérence interne des phrases, comme par exemple dans l'annexe A, article 1.3, alinéa 1er, où la première phrase est difficilement compréhensible, sans doute parce qu'il manque un passage entre les mots "limitateur de débit" et "d'au moins";
- 5° on évitera d'utiliser des expressions dont le sens n'est pas clair comme par exemple dans l'annexe A, article 1.3, alinéa 1er, in fine, l'expression "sécurité fusible", ou mal traduites en français comme par exemple dans la même annexe, article 3.6.1., alinéa 2, l'expression "la surveillance là-dessus";
- 6° on évitera également d'utiliser des expressions qui ne contiennent pas de règles, comme par exemple dans l'annexe A, article 1.4, alinéa 1er, où le mot "absolument" sera remplacé par "dans tous les cas";
- 7° le texte français doit être réécrit en rectifiant les erreurs matérielles qui s'y sont glissées; entre autres, on écrira :
 - a) au 1.1., troisième tiret : "Une norme adoptée";

.../...

- b) au 1.3., alinéa 1er : "Chaque réservoir doit être muni", et à l'alinéa 2, "Le limiteur de débit ... doit être placé ...", etc ...

Observations particulières

Annexe A

1. Au point 1.1., deuxième tiret, il convient de préciser l'intitulé de l'arrêté royal du 12 juin 1989.

2. Au point 1.4., il est question de "réservoirs en stock n'ayant pas encore été utilisés". Les réservoirs dont il est question dans les alinéas qui précèdent doivent donc relever d'une autre catégorie que ces derniers. Il conviendrait de préciser à quels types de réservoirs s'appliquent les prescriptions qui précèdent.

3. Au point 3.5.2., plutôt que de parler d'"Agréation prototype par l'Autorité", il conviendrait de parler d'"Agrément du prototype par le ministre qui a les transports dans ses attributions".

Annexe B

1. Au point 4.1., à l'avant-dernière phrase, il conviendrait d'écrire "utilisé" à la place de "envisagé".

.../...

2. Au point 5.1., alinéa 4, sauf si l'on entend figer dans sa version actuelle le texte auquel on se réfère, il convient d'éviter de faire référence à une norme en mentionnant les modifications subies par cette dernière. C'est ainsi que dans l'alinéa 4, il conviendrait d'omettre les mots "modifiée en dernier lieu par la directive 95/54/CE du 31 octobre 1995 du Conseil des Communautés européennes".

La même observation vaut pour le point 6.10., alinéa 2.

3. Au point 6.3., au début de la phrase, il conviendrait d'écrire "Là où passe la canalisation à travers la carrosserie" plutôt que "Lors du passage de la canalisation au travers de la carrosserie".

4. Au point 14.1., de l'accord du fonctionnaire délégué, on écrira : "La jauge de carburant doit émettre un signal sonore ou visuel, transmis électriquement, pour prévenir d'une pression trop basse régnant dans le réservoir".

Annexe C

De l'accord du fonctionnaire délégué, on écrira, non pas "doit suivre le véhicule", mais comme à l'article 4, alinéa 2, "doit accompagner le véhicule dans quelques mains qu'il passe".

.../...

Par ailleurs, dans l'alinéa 1er, on fera référence à l'arrêté royal en utilisant le même intitulé que celui qui figure dans le texte du projet, soit "arrêté royal relatif à l'utilisation du gaz naturel comprimé (N.G.V.) pour la propulsion des véhicules automobiles".

VOORAFGAANDE OPMERKING

Naar het voorbeeld van wat bepaald is in artikel 37, § 4, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen (1), moet worden gepreciseerd dat de voertuigen uitgerust met een motor voor aandrijving met samengedrukt aardgas (N.G.V.), afgezien van de voorschriften van dit besluit, aan de bij koninklijk besluit gestelde voorwaarden moeten voldoen.

Daartoe behoort dan ook een specifieke wijzigingsbepaling in het ontwerp te worden ingevoegd.

BIJZONDERE OPMERKINGENOpschrift

Men schrijve "N.G.V." in plaats van "NGV".

Deze opmerking geldt voor het hele dispositief.

(1) Bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 28 maart 1968.

AanhefEerste en tweede lid.

Men schrijve :

"Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, inzonderheid op artikel 37, § 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 december 1979;

Gelet op de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheids toebehoren moeten voldoen, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1990, 5 april 1995, 4 augustus 1996 en 27 november 1996;"

Derde lid

Men behoort het juiste opschrift te vermelden van het koninklijk besluit van 11 oktober 1995 houdende bevoegdheidsverdeling tussen de Minister van Vervoer, de Minister van Binnenlandse Zaken en de Staatssecretaris voor Veiligheid, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken (1).

(1) Bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 29 november 1995.

Men schrijve dan ook "bevoegdheidsverdeling" in de plaats van "bevoegdheidsverledeling".

Vierde lid

Artikel 1, § 3, van de voormelde wet van 21 juni 1985 bepaalt niet dat het advies van de "commissie administratie-nijverheid" met de datum ervan moet worden vermeld. De datum dient dan ook te vervallen.

Vijfde lid

Men schrijve :

"Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 mei 1996;".

Zesde lid

Men schrijve :

"Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 17 december 1996;".

.../...

Bepalend gedeelte

Artikel 2

Volgens de gemachtigde ambtenaar zijn de bepalingen van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming waarnaar in artikel 2 wordt verwezen de artikelen 349 tot 363 (voorschriften betreffende recipiënten voor samengeperst, vloeibaar gemaakt of opgelost gas).

Doordat de naleving van die bepalingen verplicht wordt gesteld in bijlage A, die bepalingen geen betrekking hebben op alle installaties en ze door geen enkele bepaling van het ontwerp worden gewijzigd, dienen de woorden "alook aan de bepalingen vervat in het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming behalve indien deze gewijzigd worden door dit besluit" te vervallen. De gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

Artikel 3

Volgens de gemachtigde ambtenaar moet alleen dat andere toebehoren dan het reservoir en waarvoor bijlage A zulks uitdrukkelijk bepaalt, worden gecontroleerd door instellingen die daartoe speciaal zijn erkend door de minister tot wiens bevoegdheid het vervoer behoort. Voorts zouden de instellingen die erkend zijn door de minister tot wiens bevoegdheid de tewerkstelling en de arbeid behoren en die met de goedkeuring van de reservoirs belast zijn, die

.../...

zijn welke overeenkomstig artikel 360 van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming zijn erkend.

Bijgevolg zou de bepaling beter als volgt worden gesteld :

"Art. 3. De reservoirs worden goedgekeurd door de instellingen erkend overeenkomstig artikel 360 van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming.

De minister tot wiens bevoegdheid het vervoer behoort, erkent de instellingen die gemachtigd zijn de proefnemingen, testen en controles bepaald in bijlage A uit te voeren op het andere toebehoren dan de reservoirs."

Artikel 4

1. Het artikel behoort in paragrafen te worden ingedeeld, niet in "4.1" en "4.2".

Deze opmerking geldt mutatis mutandis ook voor artikel 6.

2. Gelet op de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte uitleg, wordt voorgesteld dit artikel als volgt te redigeren :

.../...

"Art. 4 § 1. De N.G.V.-uitrusting mag alleen worden uitgevoerd of gewijzigd door een erkend installateur of door een persoon die daartoe een erkend installateur in dienst heeft.

De N.G.V.-uitrusting mag alleen door of onder toezicht van een erkend installateur in het voertuig worden geplaatst.

De minister tot wiens bevoegdheid het vervoer behoort of zijn gemachtigde erkent de installateurs onder de door die minister bepaalde voorwaarden.

Voor de erkenning van een installateur is een retributie van vijfduizend frank verschuldigd.

§ 2. De installateur of de persoon die hem tewerkstelt, geeft aan de eigenaar van het voertuig waarin hij een N.G.V.-uitrusting heeft geplaatst of gewijzigd een getuigschrift af overeenkomstig het model van bijlage C.

Het getuigschrift blijft bij het voertuig, in welke handen het ook overgaat."

Artikel 5

1. Bij deze bepaling wordt afgeweken van de basisvoorschriften van artikel 2 om het advies van de Europese Commissie in acht te nemen. Het artikel zou dan ook

.../...

na artikel 2 moeten komen, waardoor de artikelen 3 en 4 zouden moeten worden vernummerd.

2. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de woorden "wordt geacht te voldoen aan de bepalingen van artikel 2 van dit besluit" moeten worden vervangen door de woorden "wordt geacht te voldoen aan de bepalingen van de artikelen 2, 4 en 5".

Artikel 6

1. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de termijn van dertig dagen waarin is voorzien door artikel 6.1. (dat artikel 6, § 1, eerste lid wordt) alleen van toepassing dient te zijn op de reeds in het verkeer gestelde voertuigen waarin later een N.G.V.-uitrusting wordt geplaatst.

Het is beter zulks met zoveel woorden te zeggen.

Paragraaf 1 behoort dan ook als volgt te worden gesteld :

"Art. 6 § 1. Elke reeds in het verkeer gestelde auto die later wordt uitgerust om N.G.V. voor zijn aandrijving te gebruiken, moet binnen dertig dagen na de plaatsing van de uitrusting in een station voor automobielininspectie worden aangeboden. Hetzelfde geldt telkens wanneer de N.G.V.-uitrusting wordt gewijzigd.

.../...

In het station voor automobielininspectie wordt de montage van de uitrusting gecontroleerd en wordt de geldigheid van de erkenningen van het in bijlage A vermelde toebehoren nagegaan.

... (voorts als in het ontwerp).".

2. Artikel 6.2. (dat artikel 6, § 2, wordt) zou moeten worden herwerkt door het woord "hersteller" te vervangen door het woord "installateur" en door uit te gaan van artikel 24, § 1, vierde lid, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, teneinde nog andere gevallen te bepalen waarin met het voertuig mag worden gereden met een keuringsbewijs waarop de vermelding "voertuig niet conform de N.G.V.-reglementering" voorkomt.

3. Artikel 6.3. (dat artikel 6, § 3, tweede lid, wordt) bepaalt dat "de geldigheidsduur van het keuringsbewijs die (is) welke is bepaald in artikel 7, tweede lid, van dit besluit".

Artikel 7 bevat echter geen tweede lid.

Aangezien het gemeen recht van toepassing is, behoort het voormelde tweede lid (van artikel 6, § 3,) als overbodig te vervallen.

.../...

Artikel 7

De bepaling zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 7 Onverminderd artikel 6, §§ 1 en 3, moet elke auto die voor zijn aandrijving met een N.G.V.-installatie is uitgerust, in een station voor automobielininspectie aan een specifieke controle van de N.G.V.-installatie worden onderworpen, telkens als het voertuig de technische controle ondergaat bepaald bij artikel 23 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen.".

Artikel 9

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat deze bepaling moet worden herwerkt om een duidelijker onderscheid te maken tussen de gevallen waarin een een ander bedrag als retributie zou worden gevraagd.

Artikel 10

De eerste zin van deze bepaling behoort als volgt te worden geschreven :

.../...

"Art. 10 Op de achterkant van elke auto die voor zijn aandrijving N.G.V. gebruikt, moet goed zichtbaar een etiket voorkomen conform het model van bijlage D. Dat etiket ...".

Artikel 11

Men schrijve "het etiket voorgeschreven in artikel 10" in plaats van "het in artikel 10 genoemde etiket".

Artikel 14 (dat artikel 12 wordt)

Deze bepaling dient vooraf te gaan aan artikel 12 van het ontwerp.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Art. 12 Ten einde de testen die door de technische en industriële ontwikkeling gerechtvaardigd zijn mogelijk te maken, kan de minister tot wiens bevoegdheid het vervoer behoort afwijkingen toestaan voor zover die voor die testen nodig zijn.".

Artikel 12 (dat artikel 13 wordt)

De woorden ", inzonderheid op artikel 1" behoren te vervallen.

.../...

Artikel 13 (dat artikel 14 wordt)

In het tweede lid dient de datum van 1 juli 1997 te worden aangepast met het oog op de datum waarop dit besluit ondertekend en in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt zal worden.

Artikel 15

De woorden ", ieder wat hem betreft," behoren te worden ingevoegd tussen het woord "zijn" en de woorden "belast met de uitvoering ...".

BIJLAGEN

Algemene opmerkingen

In de bijlagen A en B :

- 1° behoort men alle verplichtingen in de onvoltooid tegenwoordige tijd te formuleren;
- 2° dient men in de Franse tekst het oneigenlijke gebruik van hoofdletters te vermijden, zoals bijvoorbeeld in de eerste letter van de woorden "Arrêté royal" en "Européenne" in bijlage A, artikel 1.1, tweede en derde streepje;

.../...

- 3° dient men ervoor te zorgen geen voorschriften te vermelden wanneer die vermelding overbodig is doordat die voorschriften reeds voortvloeien uit een andere regeling, zoals bij voorbeeld in bijlage A, artikel 1.1, tweede streepje, in fine, waar de woorden "met een inhoud kleiner of gelijk aan 150 liter" kunnen vervallen doordat zij dupliceren wat reeds in artikel 1.2, in fine, van het eerdergenoemde koninklijk besluit van 12 juni 1989 is bepaald;
- 4° behoort men te zorgen voor de interne samenhang van de zinnen, zoals bij voorbeeld in de Franse tekst van bijlage A, artikel 1.3, eerste lid, waar de eerste zin moeilijk te begrijpen is, wellicht omdat tussen de woorden "limitateur de débit" en "d'au moins" een zinsdeel ontbreekt;
- 5° dient men het gebruik te vermijden van uitdrukkingen waarvan de betekenis niet duidelijk is, zoals in de Franse tekst van bijlage A, artikel 1.3, eerste lid, in fine, de uitdrukking "sécurité fusible" of van uitdrukkingen die slecht in het Frans zijn vertaald, zoals in dezelfde bijlage, artikel 3.6.1., tweede lid, de uitdrukking "La surveillance là-dessus";
- 6° dient men ook ervoor te zorgen geen uitdrukkingen te gebruiken die geen regels bevatten, zoals bijvoorbeeld in bijlage A, artikel 1.4, eerste lid, waar het woord "zeker" behoort te worden vervangen door "in elk geval";

.../...

7° dient de Franse tekst te worden herschreven ten einde de verschrijvingen die erin geslopen zijn weg te werken; zo schrijve men onder meer :

- a) in 1.1., derde streepje : "Une norme adoptée";
- b) in 1.3., eerste lid : "Chaque réservoir doit être muni", en in het tweede lid, "Le limitateur de débit ... doit être placé ...", enz.

Bijzondere opmerkingen

Bijlage A

1. In punt 1.1., tweede streepje, behoort het opschrift van het koninklijk besluit van 12 juni 1989 te worden vermeld.

2. In punt 1.4. is sprake van "nog ongebruikte reservoirs in voorraad". De reservoirs waarvan sprake is in de voorafgaande alinea's moeten dan ook tot een andere categorie dan de laatstgenoemde reservoirs behoren. Het zou raadzaam zijn te vermelden op welke types van reservoirs de daaraan voorafgaande voorschriften van toepassing zijn.

.../...

3. In punt 3.5.2. zou men in plaats van de uitdrukking "prototypekeuring door de overheid" beter de uitdrukking "Goedkeuring van het prototype door de minister tot wiens bevoegdheid het vervoer behoort" gebruiken.

Bijlage B

1. In de Franse tekst van punt 4.1., voorlaatste zin, schrijve men "utilisé" in plaats van "envisagé".

2. In punt 5.1., vierde lid, mag men, wanneer men naar een rechtsnorm verwijst, tenminste zo het niet de bedoeling is te blijven verwijzen naar de thans geldende versie ervan, geen melding maken van de wijzigingen die deze rechtsnorm heeft ondergaan. Aldus zouden in het vierde lid de woorden ", laatstelijk gewijzigd bij richtlijn 95/54/CE van 31 octobre 1995 van de Raad van de Europese Gemeenschappen" moeten vervallen.

Deze opmerking geldt tevens voor punt 6.10, tweede lid.

3. In de Franse tekst van punt 6.3., bij het begin van de zin, schrijve men "Là où passe la canalisation à travers la carrosserie" in de plaats van "Lors du passage de la canalisation au travers de la carrosserie".

.../...

4. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in punt 14.1. moet worden geschreven : "De brandstofmeter moet een hoorbaar of zichtbaar elektrisch overgebracht signaal uitzenden dat waarschuwt als de druk in het reservoir te laag is geworden."

Bijlage C

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat men in de plaats van "te bewaren in het voertuig", naar het voorbeeld van artikel 4, tweede lid, behoort te schrijven : "Blijft bij het voertuig, in welke handen het ook overgaat."

Overigens dient men in het eerste lid naar het koninklijk besluit te verwijzen door hetzelfde opschrift te gebruiken als datgene dat in de tekst van het ontwerp voorkomt, namelijk "koninklijk besluit betreffende het gebruik van samengedrukt aardgas (N.G.V.) voor het aandrijven van auto's".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs C.-L. CLOSSET,
de Heren

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,

J.-M. FAVRESSE,

assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordination
a été rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, adjunct-
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld en
toegelicht door de
H. C. AMELYNCK, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

C.-L. CLOSSET